

Au Louvre, Macron veut un lieu dédié pour la Joconde

Le président de la République s'est rendu mardi au Louvre, où il a annoncé un vaste plan d'adaptation du musée le plus visité au monde, estimé entre 700 et 800 millions d'euros. Le 13 janvier, la présidente du musée avait tiré la sonnette d'alarme.

Un projet « colossal » : Emmanuel Macron a annoncé mardi un vaste plan pour adapter le Louvre, le musée le plus visité au monde, à une fréquentation massive, en créant une nouvelle entrée en plus de la pyramide et en déplaçant La Joconde dans un espace dédié à l'horizon 2031.

Selon son entourage, le coût est évalué à environ 700 à 800 millions d'euros sur une dizaine d'années, dont seule une « part très minoritaire » sera financée par l'État.

Mardi, il est venu répondre à l'alerte sonnée par la présidente-directrice du musée dans une note du 13 janvier à la ministre de la Culture Rachida Dati.

La Joconde autonome

Le volet le plus spectaculaire concerne donc « la création d'une nouvelle grande entrée au niveau de la colonnade de Perrault ». Cela impliquera la refonte de l'esplanade qui la borde, mais aussi la création de nouvelles salles d'exposition sous la cour carrée du Louvre. C'est là, deuxième grand bouleversement, que sera prévu un nouvel « espace particulier » pour installer la Joconde, qui sera « accessible de manière au-



Macron a annoncé mardi un vaste plan pour le Louvre.

Photo Sipa/Bertrand Guay

tonome par rapport au reste du musée et doté pour cette raison d'un titre d'accès propre », a expliqué le président de la République.

Des travaux, mais pas de fermeture

Le second volet, plus technique, vise à adapter, sans le fermer, le musée en termes de normes de sécurité, environnementales, et améliorer son confort et la qualité de protection des œuvres. Côté finance, l'État amorcera la pompe avec dix millions budgétés pour 2025 pour les premières études. Et pour générer des millions supplémentaires, le chef de l'État a validé l'idée de Rachida Dati, qu'il a nommée il y a un an, d'introduire un billet d'entrée plus cher pour les étrangers non-membres de l'UE dès le 1er janvier 2026.